Mettre un terme à la financiarisation de l'économie

samedi 24 mai 2008

Distribué MOKALI-97400 le 27 Août 2008

Résumé

Un des moyens les plus puissants pour rediscipliner le salariat des pays occidentaux notamment par le chômage, et les peuples des pays pauvres par la dette, outre le libre-échange intégral qui se met en place, est la « globalisation financière » (appelée aussi « libéralisation financière ») : elle consiste à effacer toutes les frontières pour permettre la libre-circulation des capitaux.

LA « GLOBALISATION FINANCIERE » EST UN CHOIX DE SOCIETE

En aucun cas, la « globalisation financière » ne résulte de mécanismes économiques spontanés ou inéluctables. Elle est une construction purement politique, un choix d'organisation sociale. Elle constitue l'une des facettes de la « mondialisation ».

La financiarisation de l'économie subordonne désormais la sphère économique à la sphère financière. L'expression de « capitalisme patrimonial », à cet égard, servant à caractériser cette situation, est inadéquate, car elle accrédite l'idée d'une dispersion du pouvoir économique au sein d'une multitude d'actionnaires soucieux de valoriser leur patrimoine. En réalité, le pouvoir économique se concentre de plus en plus entre les mains des gestionnaires de fonds, au détriment des chefs d'entreprise mais aussi des Etats.

Dès à présent, le public doit comprendre que la financiarisation des économies résulte de décisions politiques qu'il est parfaitement possible de suivre à la trace :

- Libéralisation des marchés financiers. Initiée par les Etats-Unis au début des années 80, sous l'administration Reagan, elle s'est généralisée ensuite dans la plupart des pays occidentaux. En France, cette libéralisation a débuté à partir de 1983-84 avec la déréglementation des circuits de financement, la suppression de l'encadrement quantitatif du crédit, la disparition du contrôle des changes...
- Désintermédiation. C'est la possibilité pour les agents économiques de financer leurs besoins non plus par l'emprunt auprès des seules banques, mais directement sur les marchés financiers, par l'émission d'actions ou d'obligations.
- Cotation des sociétés en Bourse. Les entreprises, par différents moyens, ont été encouragées à se tourner vers les marchés boursiers pour trouver les financements dont elles ont besoin. En France, ce mouvement est renforcé par les vagues successives de privatisations. Aujourd'hui, plus de 1 000 sociétés sont cotées à la Bourse de Paris, soit deux fois plus qu'en 1990.
- Apparition de nouveaux instruments financiers. De plus en plus sophistiqués, ces instruments couvrent toutes sortes d'activités (notamment les risques pris dans la spéculation sur le marché).
- Modernisation des places financières. Elle s'est faite par la généralisation de l'informatique et la mise en place de la cotation en continu (à partir d'octobre 1986 à Londres, de juillet 1987 en France avec la création du CAC), la suppression de la corbeille...
- Montée en puissance des investisseurs institutionnels. Il s'agit des fonds de pension, fonds communs de placement (FCP) et sociétés d'investissement à capital variable (SICAV)... qui croissent sous l'effet de l'extension des régimes de retraite par capitalisation et l'essor des produits d'assurance-vie.

- Développement de l'actionnariat. Accroissement du nombre de petits porteurs (sous l'effet des privatisations) et développement de l'actionnariat salarié (création du Compte d'épargne en actions en 1978, devenu depuis Plan d'épargne en actions en 1992, création des stock-options)...
- Rapprochement de la Bourse européenne, Euronext, et de la Bourse de New York, le NYSE, en 2007.

S'agissant d'immatériel, le développement de l'informatique a donné aux mesures prises une redoutable efficacité.

La globalisation financière avait pour but :

- Le financement des déficits publics par émissions de titres négociables à travers le monde ou presque. C'est en particulier le cas du déficit des USA par les autres pays développés, puis par la Chine et bien sûr par les pays du Golfe
- La domination des USA au travers de celle de sa monnaie, le dollar.
- D'échapper à tout contrôle, en particulier du fisc, en utilisant des paradis fiscaux.
- D'assurer le meilleur rendement aux capitaux en arbitrant, à la fois et/ou successivement, des instruments financiers, des monnaies et des matières premières.
- De chercher à s'abstraire du risque en le découpant et le répartissant au travers de fonds de pension et fonds d'investissements, gérés par des anglo-saxons, mais internationalement souscrits.

Elle a entraîné :

- Le nomadisme et donc l'instabilité des capitaux.
- La domination dans la gestion des entreprises de la recherche de la meilleure rentabilité financière à court terme, afin d'attirer des capitaux nomades et d'optimiser leurs cours de Bourse, justifiant licenciements et délocalisations.
- L'instabilité et l'éclatement de la détention du capital des entreprises, dont, en particulier, la nationalité est souvent difficile à définir (68,5 % des fonds, et 29,5 milliards d'euros, qui ont été investis dans des entreprises françaises non cotée de 1999 à 2003, sont d'origine étrangère).
- L'instabilité et l'éclatement de leurs dettes également, suite à la désintermédiation bancaire (les entreprises empruntent directement, les banques titrisent leurs créances et les placent auprès d'institutionnels).
- Ces deux facteurs d'instabilité (au niveau du capital et de la dette) se conjuguent pour rendre les entreprises de plus en plus fragiles en cas de crise.
- La complexification des instruments financiers, dont la rentabilité finit par se résumer aux frais de montage et de gestion toujours plus importants (but de la finance sans risque).
- La concentration de la gestion du placement de l'épargne mondiale entre les mains des plus gros acteurs soit, actuellement, les institutionnels américains qui imposent leurs normes de rentabilité, leurs normes comptables, leurs évaluations et qui donc par l'importance de leurs déplacements de fonds, font et défont « les marchés » et en empochent les commissions.

En résumé, la globalisation financière, permet à quelques gestionnaires de fonds de contrôler, directement ou par effet de contagion, une grande partie de l'économie réelle mondiale. Elle assure les dominations de critères de rentabilité financière à court terme sur ceux d'utilité sociale ; de technocrates aux rémunérations exorbitantes et sans risque sur le reste de la population mondiale ; des pays riches sur les pays pauvres.

La crise financière de 2007/2008 montre la perversité du système. Il ne s'en sortira vraisemblablement que parce que la globalisation financière n'est pas encore totale. La Chine, l'ex-URSS, l'Inde, certains pays d'Amérique latine se protègent encore.

On comprend pourquoi la prise de pouvoir de la finance sur l'économie suscite un silence aussi assourdissant sur les conditions et les causes de son avènement. C'est la raison pour laquelle le Mouvement contribuera à dévoiler l'origine de cette prise de pouvoir des financiers, ses conséquences, et la logique qui la sous-tend. Le M'PEP considère que la compréhension approfondie des logiques financières est un préalable absolu pour appréhender la société dans laquelle le néolibéralisme veut faire basculer le monde.

Source <http://www.m-pep.org/spip.php?article571>